



Tableau de bord trimestriel

emploi, insertion

Numéro 4

Mars 2017 - Données Décembre 2016

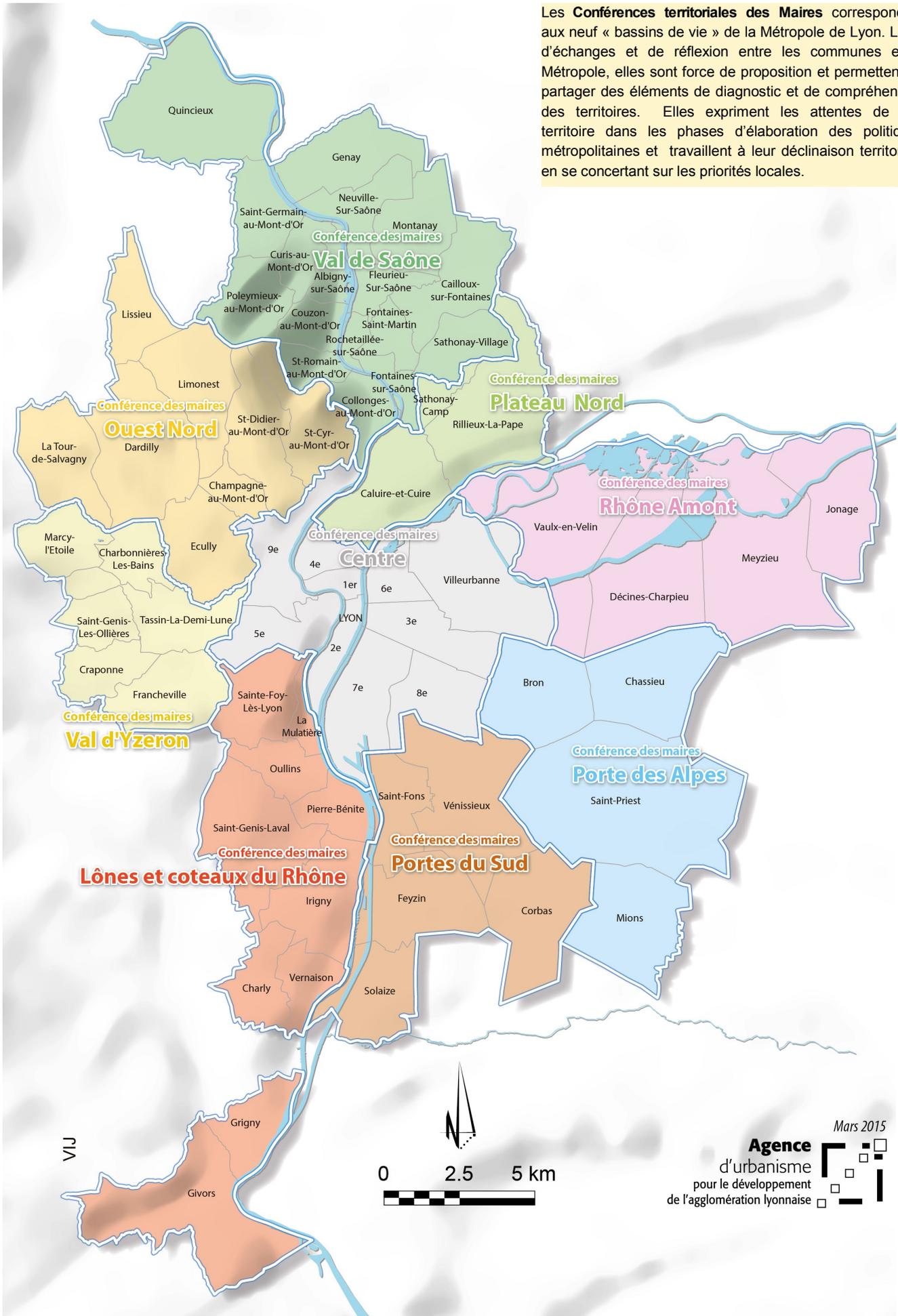
Évolution de l'emploi depuis 2006 dans le Rhône



Source : Insee, estimation d'emploi. Données trimestrielles corrigées des variations saisonnières.

Les Conférences territoriales des Maires de la Métropole de Lyon

Les **Conférences territoriales des Maires** correspondent aux neuf « bassins de vie » de la Métropole de Lyon. Lieux d'échanges et de réflexion entre les communes et la Métropole, elles sont force de proposition et permettent de partager des éléments de diagnostic et de compréhension des territoires. Elles expriment les attentes de leur territoire dans les phases d'élaboration des politiques métropolitaines et travaillent à leur déclinaison territoriale en se concertant sur les priorités locales.



Le Rhône, département le plus dynamique de la région en termes d'emploi

La croissance de l'emploi est toujours dynamique dans le Rhône notamment grâce aux services en Auvergne Rhône Alpes. Seul le département de la Haute-Savoie affiche encore une évolution d'emploi très forte de l'ordre de +2 %. Sur la dernière année, les autres départements de la région oscillent entre -0,5 % et +1,4 %.

- 600 472 emplois salariés dans le Rhône au 3^e trimestre 2016.
- + 13 601 emplois en 1 an soit + 2,3 % d'évolution.
- les services et l'intérim, secteurs toujours les plus dynamiques.

Plus de 5% de hausse d'emplois dans le Rhône depuis la crise de 2008

En France métropolitaine, l'emploi salarié privé continue d'augmenter, avec un niveau d'emploi équivalent à celui du 3^e trimestre 2006. Le Rhône affiche un niveau de croissance encore plus dynamique. Celle-ci est particulièrement soutenue depuis le 3^e trimestre 2014 (+9,2 % sur deux ans). Le département a gagné près de 13 600 emplois par rapport à l'année dernière, soit une évolution de + 2,3 %.

Les services, vecteurs d'emplois sur le Rhône

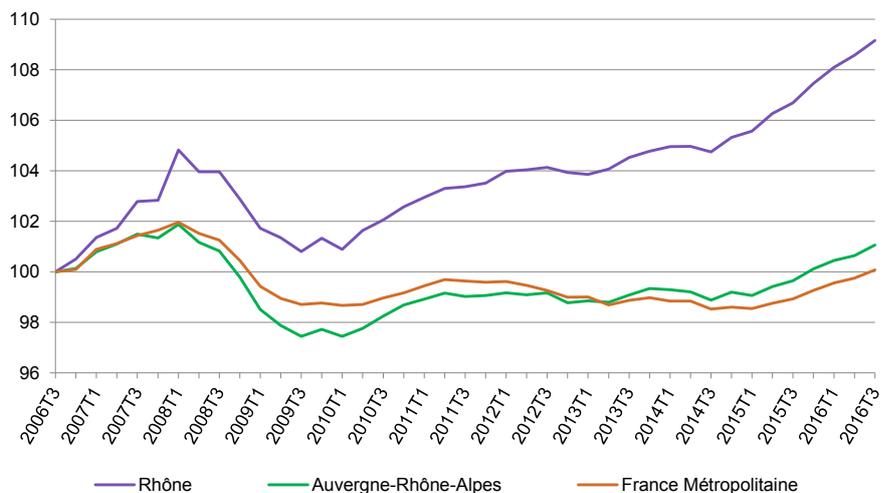
Depuis le 4^e trimestre 2015, les services affichent une hausse des emplois de 3% sur un an, soit +3,3 % entre le 3^e trimestre 2015 et le 3^e trimestre 2016. Cette hausse est la plus importante en termes d'emplois depuis fin 2007.

Le secteur de l'intérim croît de manière soutenue depuis six trimestres consécutifs (+7,4 % depuis le 3^e trimestre 2015, soit +1 800 emplois supplémentaires).

Le secteur du commerce continue sur une progression d'emploi plus modérée mais constante depuis fin 2014 (la hausse atteint +2 % par rapport à l'année dernière).

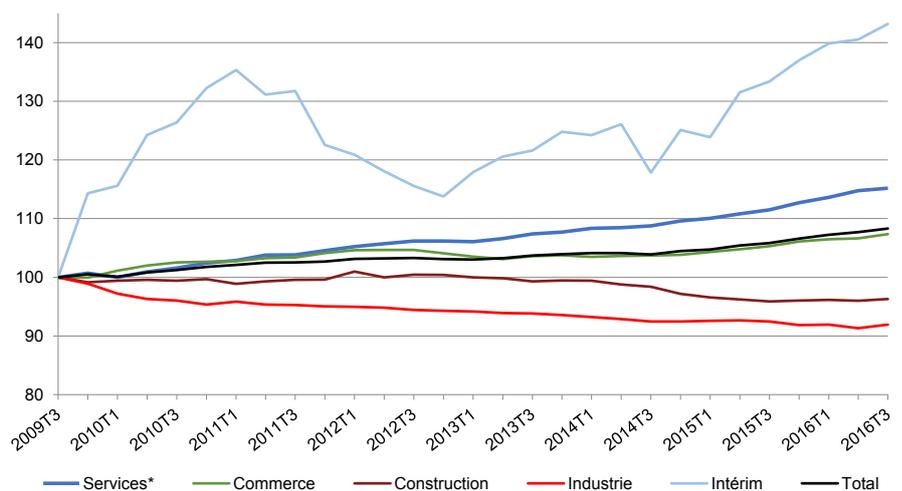
Les secteurs de la construction et de l'industrie parviennent à stabiliser leurs effectifs d'emploi sur la dernière année ; la construction a gagné 0,4 % d'emplois et l'industrie continue d'en perdre, avec -0,6 %.

Évolution comparée de l'emploi salarié depuis 2006 (en indice base 100 au 3^e trimestre 2006)



Source : Insee, estimations d'emploi. Données trimestrielles corrigées des variations saisonnières.

Évolution de l'emploi salarié par secteur dans le Rhône depuis 2009 (en indice base 100 au 3^e trimestre 2009)



* hors commerce et intérim

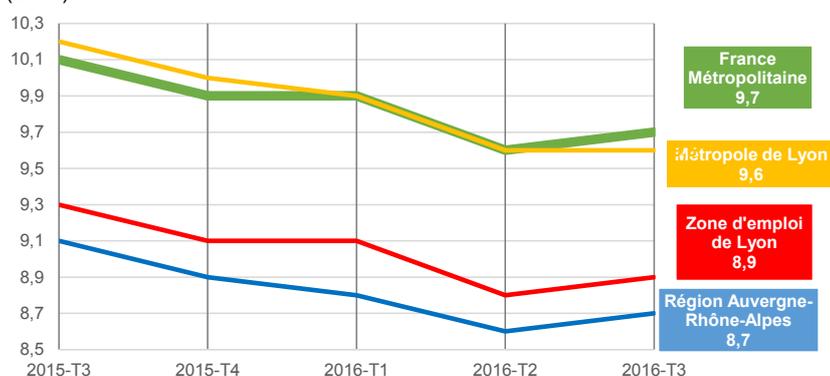
Source : Insee, estimations d'emploi. Données trimestrielles corrigées des variations saisonnières.

Le taux de chômage en hausse, sauf sur la Métropole de Lyon

- **Métropole de Lyon** : le taux de chômage localisé atteint 9,6 % à la fin du 3^e trimestre 2016.
- Il se stabilise alors que sur les autres territoires le taux de chômage est en hausse.

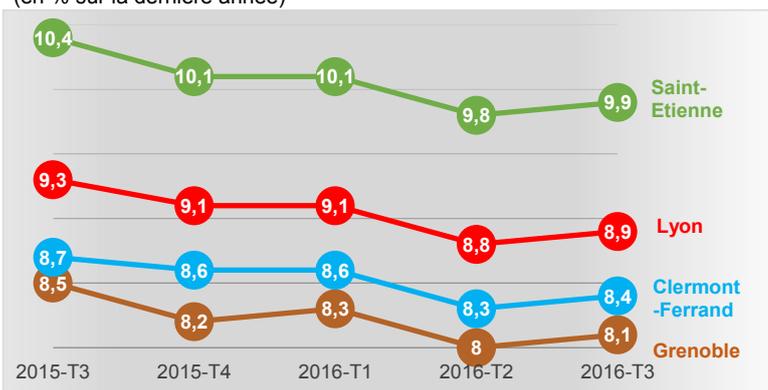
La Métropole de Lyon affiche une stabilisation de son taux de chômage au 3^e trimestre 2016, alors que dans la zone d'emploi de Lyon, il est en légère hausse. La croissance du chômage s'est donc faite aux franges de la Métropole de Lyon dans les territoires périurbains plus éloignés.

Taux de chômage localisés en moyenne trimestrielle (en %)

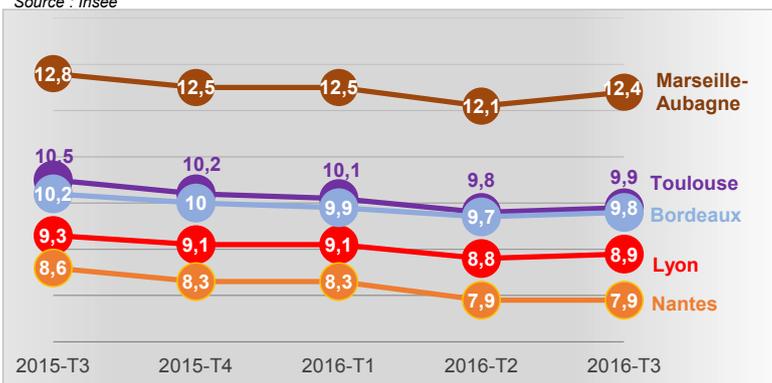


Source : Insee

Taux de chômage localisés par zone d'emploi, en moyenne trimestrielle : comparatifs avec les principales zones d'emploi de la région et de France (en % sur la dernière année)



Source : Insee



Source : Insee

La Métropole de Lyon, seul territoire qui stabilise son taux de chômage

Le taux de chômage dans la Métropole de Lyon se stabilise à 9,6 % au 3^e trimestre 2016, dans une France métropolitaine où le chômage est en hausse avec un taux qui passe de 9,6 % à 9,7 %.

Sur la zone d'emploi de Lyon et les autres territoires de comparaison, le chômage est au hausse au 3^e trimestre 2016 par rapport au trimestre précédent. Le rang des territoires observés et les écarts entre eux restent inchangés.

Taux de chômage localisés :

Ces séries synthétisent les informations de l'enquête emploi (chômage au sens du Bureau international du travail-BIT) et des demandeurs d'emploi en fin de mois, les DEFM (chômage répertorié par Pôle emploi).

La méthode d'estimation repose sur l'estimation d'une part du chômage (numérateur) et, d'autre part, de l'emploi (une partie du dénominateur), par zone d'emploi et par département. Le numérateur est obtenu, à partir du nombre de chômeurs nationaux au sens du BIT ventilé aux différents niveaux géographiques à partir de la structure des DEFM. Un chômeur au sens du BIT n'est pas forcément inscrit à Pôle Emploi (et inversement).

Le taux de chômage de la Métropole de Lyon a été mesuré à la demande du Président de la Métropole, en suivant une méthode proche de celle utilisée pour les zones d'emploi. Calculé chaque trimestre, il est potentiellement moins robuste que le taux de chômage établi au niveau du département ou de la région.

Zone d'emploi :

Espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent, et dans lequel les établissements peuvent trouver l'essentiel de la main d'œuvre nécessaire pour occuper les emplois offerts. Le découpage en zones d'emploi est adapté aux études locales sur le marché du travail. La zone d'emploi de Lyon compte 266 communes de l'Ain, de l'Isère, de la Loire et du Rhône.

Le plan « 500 000 formations » : un fort impact sur la baisse du chômage

Le recul du nombre de demandeurs d'emploi des catégories A, B, C se poursuit dans la Métropole de Lyon. La catégorie A est davantage concernée par cette baisse sur la plupart des territoires. Cependant, derrière cette diminution se cache une forte augmentation du nombre de demandeurs d'emploi en formation liée au déploiement du plan gouvernemental « 500 000 formations supplémentaires » tout au long de 2016.

- 123 063 demandeurs d'emploi dans la Métropole de Lyon fin décembre 2016.
- -0,3 % en un an (376 demandeurs en moins).
- +34,7% de demandeurs d'emploi de catégorie D, en un an.

Les demandeurs d'emploi de la Métropole suspendent leur recherche pour se former

Fin 2016, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C* baisse dans la Métropole, par rapport à l'année précédente. Le taux d'évolution annuel entre décembre 2015 et décembre 2016 est de -0,3 %. Cette baisse s'observe sur plusieurs bassins de vie comme le Centre, Lônes et coteaux du Rhône, Plateau Nord et Val de Saône. Seul Val d'Yzeron continue à présenter un taux de croissance élevé du nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C, avec + 4,9%.

Les demandeurs d'emploi n'ayant pas travaillé au cours du mois de septembre (catégorie A) sont également en baisse sur de nombreux territoires (à -5 % dans presque tous les bassins de vie).

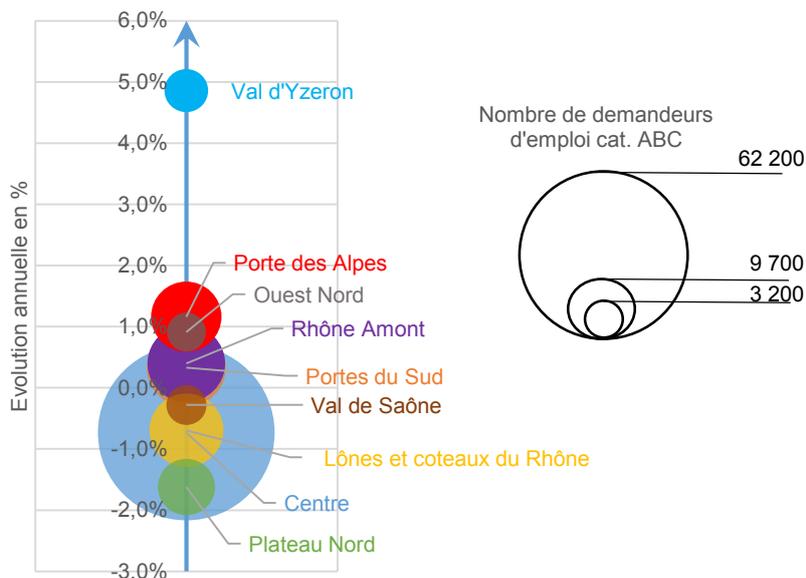
Cette évolution semble fortement liée aux transferts de demandeurs d'emploi de la catégorie A à la catégorie D*. Le « plan de formation » 2016 a largement atteint ses objectifs de professionnalisation des demandeurs d'emploi. Le déploiement des formations à destination des demandeurs d'emploi a été particulièrement soutenu dans la Métropole. Ainsi, les demandeurs d'emploi de catégorie D sont en hausse de +34,7 % dans la Métropole (contre +31 % sur la région AU-RA et +23 % à l'échelle de la France). En 2017, la fin des formations devrait créer des mouvements inverses avec de nouveau une augmentation de la catégorie A et un recul de la catégorie D.

*Cf. la liste des catégories page 6.

Conférences territoriales des Maires	Demandeurs d'emploi catégorie A,B, C		Demandeurs d'emploi catégorie A		
	Effectif à fin décembre 2016	Evolution annuelle		Evolution annuelle	
		en %	en volume	en %	en volume
Plateau Nord	6 431	-1,6%	-106	-5%	-233
Centre	61 806	-0,7%	-458	-4%	-1 566
Lônes et coteaux du Rhône	10 854	-0,7%	-76	-4%	-315
Val de Saône	3 202	-0,3%	-9	-4%	-88
Portes du Sud	12 263	0,3%	40	-5%	-431
Rhône Amont	11 895	0,4%	47	-5%	-366
Ouest Nord	2 989	0,9%	27	2%	33
Porte des Alpes	9 839	1,2%	113	-4%	-246
Val d'Yzeron	3 755	4,9%	174	1%	21
Métropole de Lyon	123 063	-0,3%	-376	-4,0%	-3 289

Source : Pôle emploi - données brutes

Effectifs des demandeurs d'emploi fin décembre 2016 et évolution annuelle par Conférence territoriale des Maires



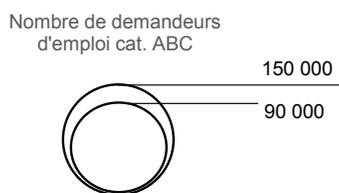
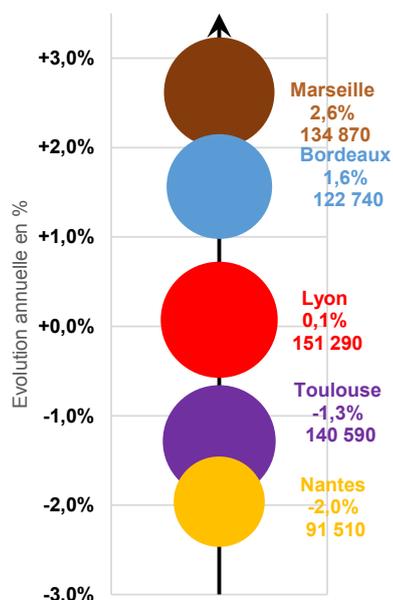
Source : Pôle emploi - données brutes

Une stabilisation du nombre de demandeurs d'emploi dans la Métropole de Lyon en 2016

Zone d'emploi de Lyon : + 0,1 % de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C entre décembre 2015 et décembre 2016.

La zone d'emploi de Lyon stabilise le nombre de ses demandeurs d'emploi de catégories A, B, C, avec +0,1 % en un an. Les zones d'emploi de Marseille et Bordeaux enregistrent une croissance des effectifs de demandeurs d'emploi.

Demandeurs d'emploi cat. A, B, C fin décembre 2016 et évolution annuelle dans les principales zones d'emploi françaises



Source : Dares - Pôle emploi

La zone d'emploi de Lyon maintient son nombre de demandeurs d'emploi

La zone d'emploi de Lyon reste derrière celle de Marseille et Bordeaux en termes de hausse du nombre de demandeurs d'emploi fin 2016. Sur la zone d'emploi de Lyon, l'évolution annuelle est seulement de +0,1%, contre +1,6% pour Bordeaux et +2,6% pour Marseille.

Dans les zones d'emploi de Toulouse et Nantes, le nombre de demandeurs d'emploi continue de baisser, avec respectivement -1,3% et -2,0%.

Le plan gouvernemental « 500 000 formations supplémentaires »

Lancé en janvier 2016, l'objectif du plan est de porter à un million le nombre de formations à destination des personnes en recherche d'emploi. Le plan doit en particulier permettre la réalisation de 300 000 actions de formation pour les personnes en recherche d'emploi sans qualification et/ou de longue durée. Il doit aussi répondre aux besoins en compétences des entreprises et des branches professionnelles, territoire par territoire.

Pour ce faire, le plan mobilise une offre de formation et d'accompagnement complète : formations qualifiantes et certifiantes, adaptation au poste de travail, socle de connaissances et de compétences, accompagnement à la validation des acquis de l'expérience, accompagnement à la création d'entreprise.

Premier bilan disponible sur le site :

<http://travail-emploi.gouv.fr>, dans la rubrique « Communiqués de presse ».

Demandeurs d'emploi :

Pôle emploi définit cinq catégories de demandeurs d'emploi :

- Les **catégories A** correspondent aux demandeurs d'emploi sans emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi.
- Les **catégories B et C** désignent les demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois pour les cat. B) ou longue (plus de 78 heures au cours du mois pour les cat. C).
- Les **catégories D et E** sont les demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi (cat. D) ou bénéficiaires de contrats aidés (cat. E).

La zone d'emploi de Lyon



Demandeurs d'emploi de longue durée : demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi depuis un an et plus.

Demandeurs d'emploi de très longue durée : demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi depuis deux ans et plus.

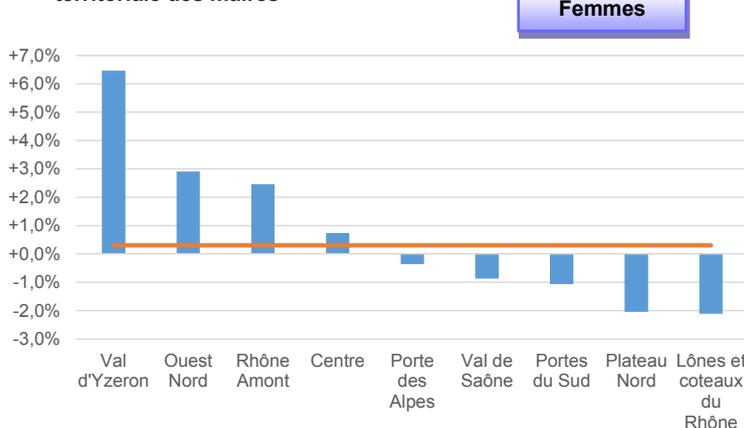
Les situations de chômage s'amplifient pour les seniors et les demandeurs d'emploi de longue durée dans l'ouest de l'agglomération

Les seniors sont encore bien touchés par le chômage, l'évolution reste en hausse sur tous les territoires. Les demandeurs d'emploi de longue durée sont quant à eux en baisse dans de nombreux bassins, excepté dans Ouest Nord, Rhône Amont et Val d'Yzeron. Les demandeurs d'emploi peu ou pas qualifiés sont également en hausse sur ces territoires ainsi que sur Val de Saône.

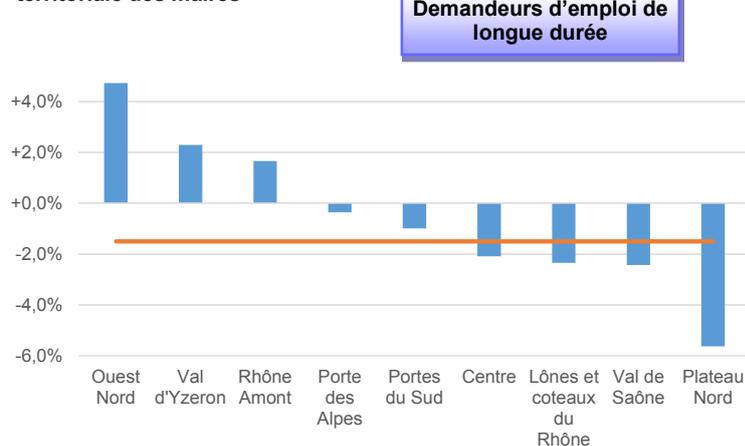
Dans la Métropole de Lyon, les hausses entre décembre 2015 et décembre 2016 concernent :

- les 50 ans et plus (+ 5,2 %)
 - les femmes (+ 0,3 %)
- Les baisses concernent,
- les demandeurs d'emploi de longue durée (- 1,5 %)
 - les demandeurs d'emploi peu qualifiés (- 1,0 %)

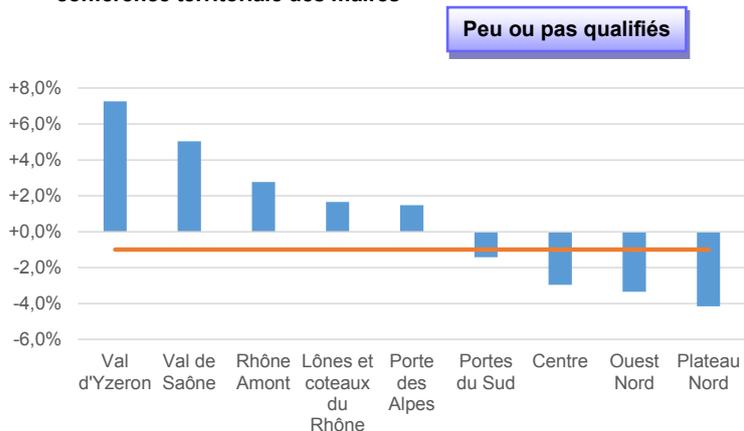
Taux d'évolution annuel (décembre 2015-décembre 2016) des femmes demandeurs d'emploi (cat. A, B, C) par conférence territoriale des maires



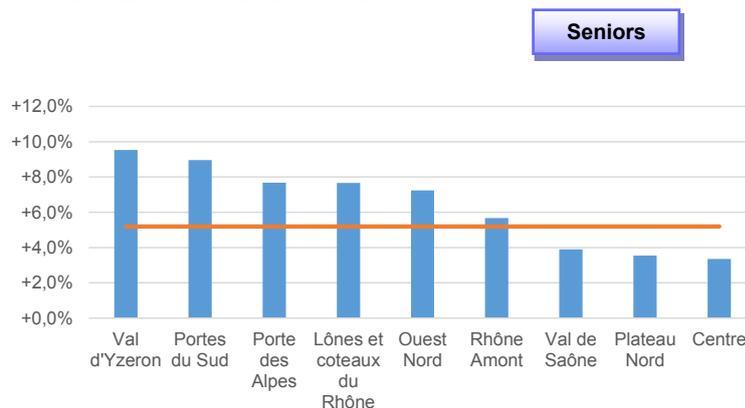
Taux d'évolution annuel (décembre 2015-décembre 2016) des demandeurs d'emploi de longue durée (cat. A, B, C) par conférence territoriale des maires



Taux d'évolution annuel (décembre 2015-décembre 2016) des demandeurs d'emploi peu ou pas qualifiés (cat. A, B, C) par conférence territoriale des maires



Taux d'évolution annuel (décembre 2015-décembre 2016) des demandeurs d'emploi de 50 ans et plus (cat. A, B, C) par conférence territoriale des maires



Source : Pôle emploi

Les demandeurs d'emploi peu ou pas qualifiés correspondent aux demandeurs d'emploi positionnés sur les métiers de manœuvres, ouvriers spécialisés et employés non qualifiés.

— Taux d'évolution annuels (décembre 2015-décembre 2016) dans la Métropole de Lyon

Un recul sensible du nombre d'allocataires du RSA sur l'année 2016

La baisse du nombre d'allocataires du RSA se poursuit mais profite moins aux foyers monoparentaux. Cette tendance illustre la plus forte exposition à la pauvreté et à la précarité de ce profil de famille en augmentation continue. Ainsi, 30% des familles monoparentales* sont allocataires du RSA fin 2016. Ces familles dans lesquelles les femmes sont très largement majoritaires constituent un défi pour les politiques sociales.

Dans la Métropole de Lyon, fin 2016 :

- 39 200 foyers allocataires du RSA soit 82 800 personnes couvertes
- - 1 100 foyers sur un an (-2,7 %)
- 479 € versés par foyer en moyenne (534 € pour le RSA majoré)

La Métropole de Lyon compte 1 100 foyers allocataires du RSA de moins sur un an

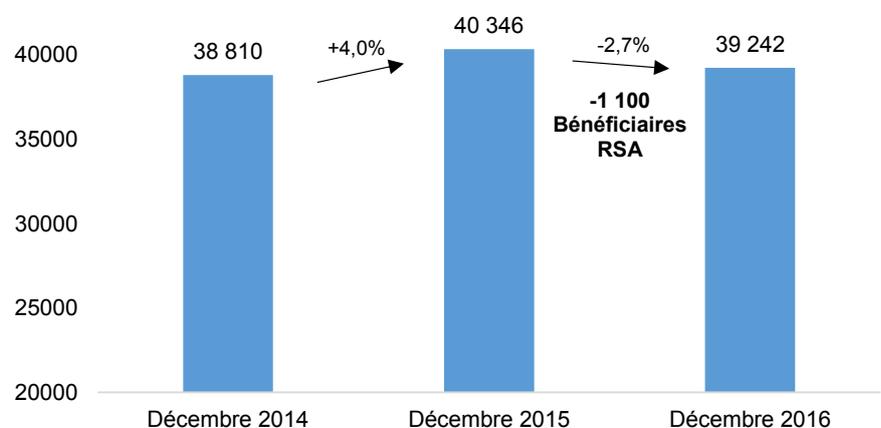
39 200 foyers allocataires de la Caf bénéficient d'un droit payable au RSA fin 2016 dans le Grand Lyon. Le nombre de foyers allocataires est en recul de -2,7 % sur un an soit 1100 foyers et 1900 personnes couvertes de moins. La baisse déjà observée sur la période précédente se confirme et s'accroît légèrement en écho probablement à la baisse du nombre de demandeurs d'emploi et aux déploiements des formations pour les demandeurs d'emploi (mesure gouvernementale démarrée en 2016).

Les couples avec enfant(s) profitent de la baisse au détriment des familles monoparentales

Les couples avec enfant(s) allocataires du RSA enregistrent la plus forte baisse de leur effectifs -6 % sur un an. Les foyers monoparentaux reculent quant à eux très faiblement. Ils constituent le « noyau dur » du RSA pour lesquels la conjugaison entre vie professionnelle et vie familiale demeure complexe notamment avec des enfants en bas âge encore non scolarisés.

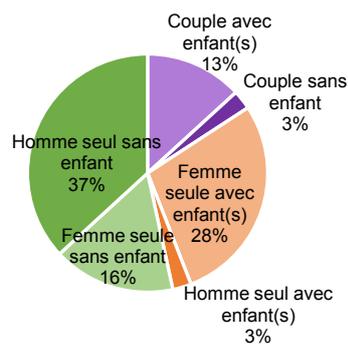
* familles monoparentales allocataires de la Caf

Nombre de foyers bénéficiaires du RSA dans la Métropole de Lyon à fin décembre 2015 et 2016



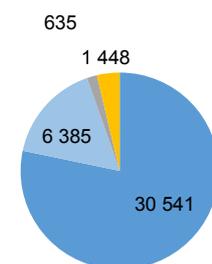
Source : Caf du Rhône - données consolidées

Situation familiale des 39 242 foyers bénéficiaires du RSA fin décembre 2016

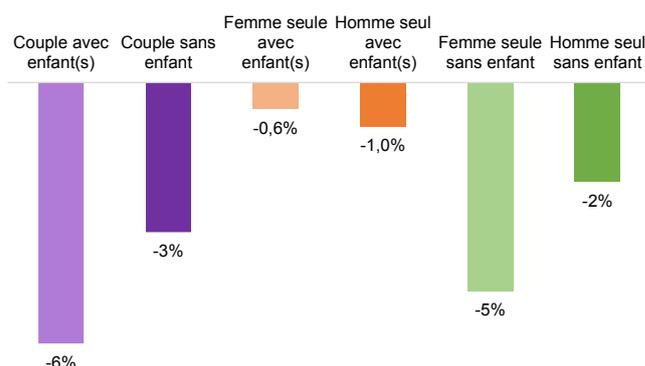


Situation un mois auparavant des allocataires du RSA fin 2016 :

1 450 nouveaux entrants dans le RSA en décembre 2016



Évolution du nombre de bénéficiaires du RSA par type de situation familiale fin décembre 2016



Source : Caf du Rhône - données consolidées

- percevaient le Rsa sans la prime d'activité
- percevaient le Rsa et la prime d'activité
- avaient des droits suspendus RSA
- N'étaient pas présents dans le Rsa

Source : Caf du Rhône - données semi-consolidées

RSA socle et RSA activité remplacée par le RSA et la prime d'activité. Il n'existe plus qu'une composante du RSA depuis la création de la prime d'activité en janvier 2016 à savoir, le RSA socle dénommé RSA dans nos analyses. Parmi les bénéficiaires, une partie bénéficie en complément de la prime d'activité.

Les contrats aidés financés par la Métropole en légère baisse fin 2016

774 personnes sont en cours de contrats aidés financés par la Métropole de Lyon fin décembre 2016. Les contrats au sein d'établissement du secteur non marchand restent très largement majoritaires (58 %), mais en légère hausse par rapport au trimestre précédent.

369 contrats aidés démarrés au 4^e trimestre 2016

- Une hausse de +4,5 % par rapport à 2015

Près de 775 personnes en cours de contrat aidés fin décembre 2016.

Fin 2016, le nombre de Contrat Unique d'Insertion (CUI) financés par la Métropole est en légère baisse.

Les CUI-CIE ont augmenté au cours de cette période, +3,8 % malgré l'épuisement de l'enveloppe régionale pour cette mesure.

Les CUI-CAE ont reculé de -0,7 % par rapport à décembre de l'année dernière.

Les aides aux postes ont également baissé de -2,5 % fin décembre 2016 par rapport à décembre 2015 du fait de la consommation forte de l'enveloppe sur les trois premiers trimestres 2016.

Le début de l'année 2017 devrait permettre de retrouver rapidement le niveau du début de l'année 2016 et d'aller au-delà dans le cadre des partenariats développés avec les entreprises.

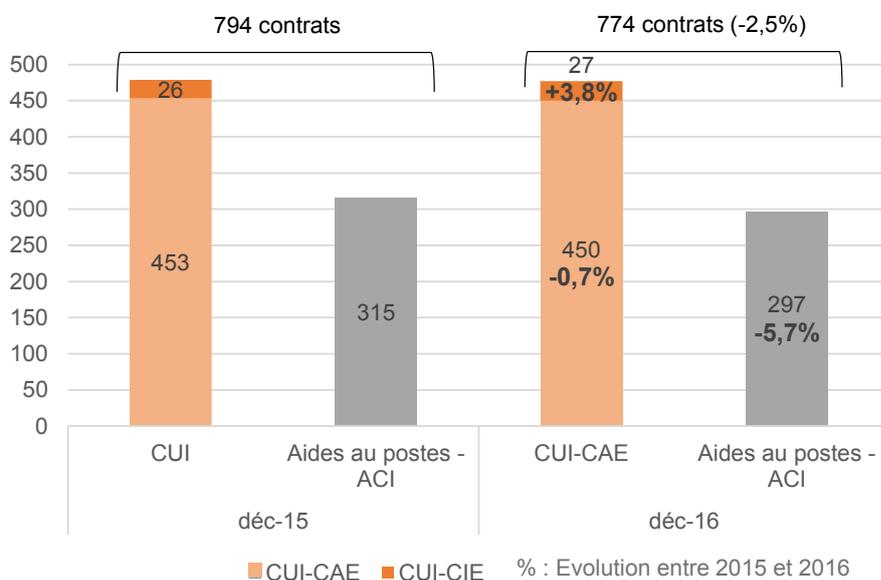
La Métropole veut poursuivre son déploiement des CUI-CIE

Sur l'année 2016, le nombre de CUI-CIE est en hausse de 58% par rapport à 2015.

Le contrat unique d'insertion (CUI) a pour objet de faciliter l'insertion professionnelle des personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières d'accès à l'emploi. Le contrat unique d'insertion (CUI) prend la forme du contrat d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE), dans le secteur non marchand et du contrat initiative emploi (CUI-CIE) dans le secteur marchand des ressources est supérieur au montant forfaitaire.

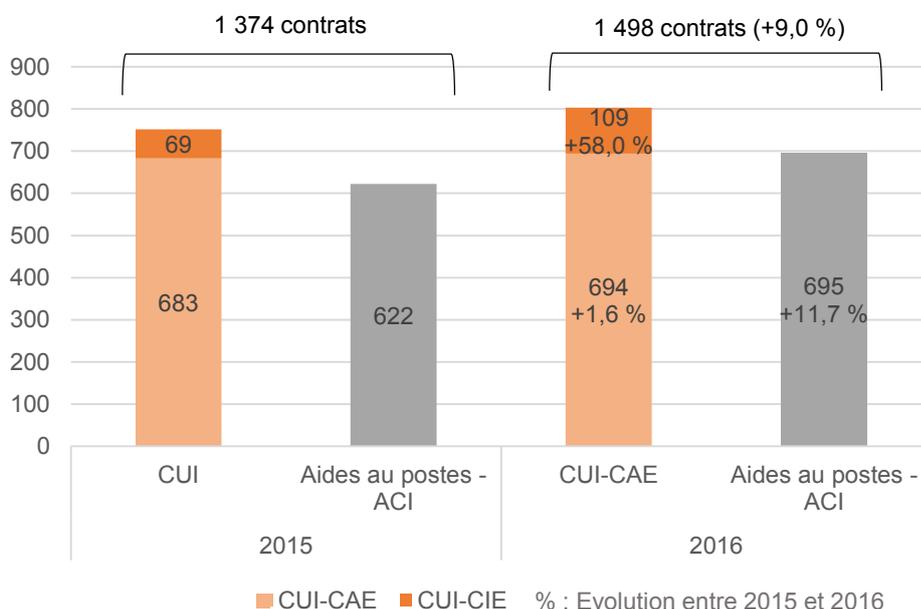
Le **secteur non marchand** comprend les collectivités territoriales (mairies, régions...), les autres personnes morales de droit public (établissements publics nationaux administratifs ou industriels et commerciaux, GIP...), les personnes morales de droit privé mais chargées de la gestion d'un service public (sociétés HLM...), les organismes de droit privé à but non lucratif (associations, comités d'entreprise...), les structures d'insertion (ACI).

Nombre de personnes en cours de contrats aidés (financés par la Métropole) stock décembre 2015 et décembre 2016



Source : Métropole de Lyon

Nombre de contrats aidés financés par la Métropole démarrés sur un an



Source : Métropole de Lyon

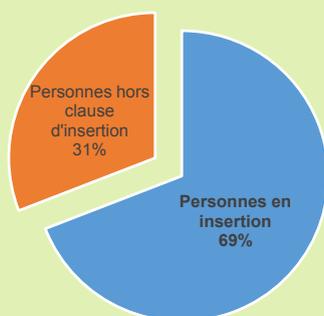
FOCUS

- Entreprise titulaire du marché : **E3D environnement**
- Type de marché : **Sensibilisation à la réduction des déchets et au tri**
- Maître d'ouvrage : **Métropole de Lyon**
- Localisation du marché : principalement le **Sud et l'Est de la Métropole** (Givors et Vaulx-en-Velin)
- Début du chantier : **mai 2014**
- **38 personnes en insertion**
- Durée moyenne du contrat : **136h**

La sensibilisation à la réduction des déchets, vecteur d'insertion dans la Métropole de Lyon

Les clauses sociales permettent, sous différentes formes, l'embauche de personnes en difficultés d'insertion. Leur vocation n'est pas occupationnelle mais s'inscrit dans une dynamique sociale et économique sur un territoire. Elles s'adressent en particulier aux personnes engagées dans un parcours d'insertion par l'activité économique et les entreprises peuvent faire appel à des SIAE pour leur mise en œuvre.

Deux salariés sur trois en insertion



Une quarantaine de personnes embauchées dans le cadre de la clause d'insertion

Ce chantier a permis d'embaucher 38 personnes en insertion. Deux types de poste ont été pourvus :

- des enquêteurs dits « ambassadeurs » chargés d'enquêtes en face à face chez les usagers du parc social, afin de les interroger, de les sensibiliser et de leur présenter des informations sur les déchets et le tri ;
- des chefs d'équipe qui coordonnent les ambassadeurs sur le terrain.

Les principales difficultés rencontrées sur ces postes ont été la prise de contact avec les populations, l'autonomie nécessaire, l'utilisation d'outils spécifiques et techniques de sensibilisation aux enjeux environnementaux.

Un marché avec une démarche d'insertion forte

60% des salariés en insertion sont des jeunes de moins de 26 ans. Une minorité sont demandeurs d'emploi de longue durée ou bénéficiaires du RSA, soit quatre personnes sur les 38.

L'intégration de clauses d'insertion dans ce type de marchés de services innovants a permis notamment l'embauche d'une part importante de femmes (42%) et de publics diplômés (84% de niveau Bac et plus), restant souvent à la marge sur d'autres marchés.

80% des salariés en insertion sont allés au bout de leur contrat. Six salariés en insertion ont signé un CDD de moins de six mois. Seul un salarié est rentré en formation qualifiante.

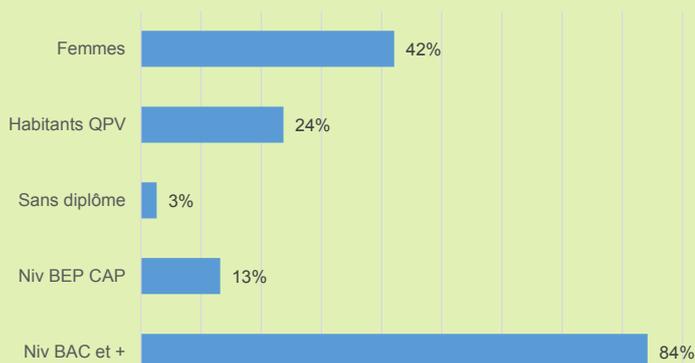
Sur ce chantier, le volume d'insertion demandé a été largement dépassé. 455 h et 10% d'embauches étaient demandées par le maître d'ouvrage, la Métropole de Lyon, et près de 5 500 heures ont été réalisées au final.

Sud Ouest Emploi, facilitateur pour le recrutement local

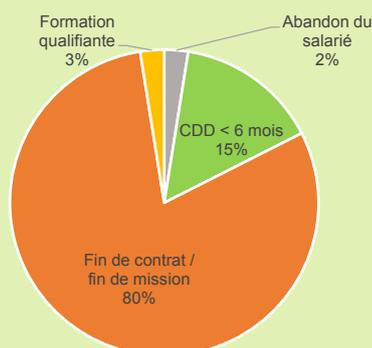
Le rôle d'accompagnement au recrutement de l'AMOI* dans ce cas a été précieux afin de faire le lien avec les acteurs locaux pour prescrire des candidatures répondant aux besoins de l'entreprise sur des contrats restant précaires et souvent alimentaires pour les publics.

*AMOI : Assistance d'Aide à la Maîtrise d'Ouvrage en Insertion

Majoritairement des bénéficiaires de niveau Bac et plus



Motifs de fin de contrat



Traitements et analyses :
Ingrid Pignard, Agence d'urbanisme pour
le développement de l'agglomération
lyonnaise,

Cartographie : **Julien Vincent**

© photos : Agence d'urbanisme de l'aire
métropolitaine lyonnaise

Retrouvez les publications de l'observatoire
Emploi, insertion, cohésion sociale
sur www.opale-lyon.com

GRAND LYON
la métropole



Métropole de Lyon, Etat, Département du Rhône, Sepal, Sytral, Région Auvergne Rhône-Alpes, Epora, Pôle métropolitain, Communautés d'agglomération de la Porte de l'Isère, du Pays Viennois, Communautés de communes de l'Est Lyonnais, de la Vallée du Garon, des Vallons du Lyonnais, du Pays de l'Arbresle, du Pays de l'Ozon, du Pays Mornantais, Communes de Bourgoin-Jallieu, Lyon, Tarare, Vaulx-en-Velin, Vénissieux, Villeurbanne, Syndicats mixtes des Scot de l'Ouest Lyonnais, de la Boucle du Rhône en Dauphiné, de la Dombes, des Monts du Lyonnais, des Rives du Rhône, du Beaujolais, du Nord-Isère, du Val de Saône-Dombes, Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, Chambre de commerce et d'industrie Lyon Métropole, Chambre de métiers et de l'artisanat du Rhône, Caisse des dépôts et consignations, Grand Lyon Habitat, Lyon Métropole Habitat, Opac du Rhône, Syndicat mixte de transports pour l'aire métropolitaine lyonnaise, Syndicat mixte pour l'aménagement et la gestion du Grand Parc Miribel Jonage

Agence d'**Urbanisme**
aire métropolitaine **Lyonnaise**



Tour Part-Dieu, 23^e étage
129 rue Servient - 69326 Lyon Cedex 03
Tél. 04 81 92 33 00 - Fax 04 81 92 33 10
www.urbalyon.org

Directeur de la publication : **Damien Caudron**
Référent : **Caroline Testut** 04 81 92 33 81 c.testut@urbalyon.org
Infographie : Agence d'urbanisme